

Les travailleurs roumains après cinq ans de République populaire

Autor(en): **Thomas, V.**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue syndicale suisse : organe de l'Union syndicale suisse**

Band (Jahr): **45 (1953)**

Heft 7-8

PDF erstellt am: **12.07.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-384822>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Les travailleurs roumains après cinq ans de République populaire

Par *V. Thomas*

La République populaire roumaine est aujourd'hui — à côté de la Bulgarie — celui des pays satellites où l'alignement sur l'U. R. S. S. est le plus avancé. Jusqu'à la seconde guerre mondiale, la Roumanie était un pays essentiellement agraire; seules les provinces annexées après la guerre de 1918 possédaient quelques industries, mais très développées. Le régime soviétique force l'industrialisation du pays. Dès la première année de l'application du plan quinquennal, le gouvernement s'est fixé pour but de porter l'effectif des salariés à trois millions, compte non tenu des 200 000 à 300 000 détenus des camps de concentration.

En cinq ans, le nombre des salariés augmente de 93,3

Si l'on en croit les statistiques officielles, on comptait 2,5 millions de salariés à la fin de 1952. Par rapport à 1948, l'année de la proclamation de la République populaire, l'augmentation est de 1,2 million ou de 93,3%. En 1952, seulement, on a enregistré 210 000 nouveaux salariés, dont 65% sont occupés comme ouvriers et le reste comme techniciens, fonctionnaires... et policiers. Sur les 137 000 ouvriers embrigadés en 1952, 79 600 seulement ont été affectés à l'industrie. Les autres ont été absorbés par les grands travaux publics. D'où viennent ces travailleurs? De la campagne pour la plupart; ce sont de jeunes paysans ou d'anciens cultivateurs (expropriés) attirés par l'appât d'un emploi stable dans l'industrie ou dans le bâtiment; les autres se recrutent parmi les membres des classes moyennes acculés à la misère par la politique fiscale spoliatrice du régime et par les nationalisations. Les femmes constituent une partie appréciable de cette main-d'œuvre. En effet, une grande partie des hommes — ensuite de l'affaiblissement du pouvoir d'achat — ne sont plus en mesure de subvenir seuls à l'entretien de la famille. Nombre de ces nouvelles recrues sont fournies ainsi par les jeunes de 14 à 18 ans, les élèves des écoles professionnelles que le gouvernement affecte à « l'armée industrielle de réserve »; d'autres enfin se recrutent parmi les fonctionnaires (des catégories inférieures, les autres ayant été liquidés) de l'ancien régime, tenus pour peu sûrs du point de vue politique.

La main-d'œuvre féminine dans les mines et la métallurgie

Pour assurer l'exécution des nombreux plans élaborés pour accroître le potentiel industriel du pays, le gouvernement s'est appli-

qué en premier lieu à accroître la main-d'œuvre. Il est évident que, pour obtenir les résultats que nous venons de mentionner, le gouvernement a dû recourir à la contrainte. Il a aussi multiplié les promesses, notamment en ce qui concerne les femmes. Comme en Russie et dans presque tous les pays satellites, on trouve des femmes dans toutes les activités économiques, y compris dans les mines, l'extraction du pétrole, la métallurgie, c'est-à-dire dans bon nombre de professions dont les lois de protection ouvrière en vigueur dans les pays démocratiques interdisent l'accès aux femmes. Les 610 000 femmes occupées dans l'industrie roumaine représentent 24% de la main-d'œuvre. Sur ce nombre, 2000 travaillent dans les mines et 32 dirigent des entreprises industrielles ou commerciales. Les femmes sont affectées aux travaux des mines, au côté de jeunes gens d'origine paysanne, avant tout pour remplacer les mineurs syndicalistes hostiles aux méthodes soviétiques de travail. Pour faciliter le recrutement, ces femmes bénéficient à maints égards d'un traitement de faveur et d'avancements. Il en va de même dans l'industrie pétrolière, dans la métallurgie, dans le bâtiment. Une minorité de femmes participent intensément et spectaculairement à « l'émulation socialiste ». On note même, dans le delta du Danube, l'existence d'une « brigade femmes-pêcheurs » (composée exclusivement de ressortissantes de la minorité russe).

Troupes de choc juvéniles destinées à mâter les vieux

Le gouvernement ne néglige rien pour intensifier le recrutement des jeunes travailleurs. Selon un rapport du secrétaire général du P. C. roumain, 90 000 jeunes gens ont fréquenté les écoles d'apprentissage de « l'armée industrielle de réserve » créée en 1951. Sur ces 90 000 jeunes gens, 29 000 ont été intégrés dans le processus de production en 1952 déjà. Ces « brigades de jeunesse » ont d'abord eu pour mission d'introduire, de « populariser » les méthodes soviétiques de travail. Mais elles ont subi un échec retentissant, les travailleurs ayant refusé presque partout de collaborer. Vers l'automne, le gouvernement a retiré les brigades du « front du travail » afin de prévenir leur démoralisation. Aujourd'hui, elles sont affectées presque exclusivement à la construction de barrages et à des travaux de génie civil.

Bas salaires — le stakhanovisme n'a pas la cote

Malgré la mobilisation sur une large échelle des femmes et des jeunes gens, le recrutement de la main-d'œuvre se heurte aux plus grandes difficultés dans nombre de branches et d'entreprises. Ces difficultés sont avant tout une conséquence des nouvelles « méthodes socialistes de rémunération », qui ont pour effet d'ouvrir

plus largement l'éventail des salaires, d'augmenter les différences entre les manœuvres et les ouvriers qualifiés. En janvier 1952, après la seconde dévaluation, les salaires de base des manœuvres s'inscrivaient à 200 lei (90 fr. env.) par mois alors que ceux des ouvriers qualifiés oscillaient entre 400 et 500 lei (entre 180 et 200 fr.). De manière générale, les stakhanovistes gagnent 900 lei (moins de 400 fr.), encore qu'une minorité d'entre eux arrivent jusqu'à 2000 lei. Quant aux directeurs soviétiques des «Sovroms» (sociétés mixtes russo-roumaines), ils touchent un traitement mensuel de 12 000 lei et jouissent parallèlement de toutes sortes d'avantages (logement gratuit, possibilité d'acheter à bas prix dans des magasins spéciaux, ravitaillement plus abondant et de meilleure qualité, etc.). Notons encore que les salaires varient assez fortement d'une industrie à l'autre. Dans les industries légères, le textile, l'habillement, l'alimentation, et, en règle générale, dans le secteur des biens de consommation, les salaires sont inférieurs aux normes ci-dessus. La métallurgie, les mines, l'industrie pétrolière figurent parmi les activités privilégiées, où l'on ne néglige rien pour intensifier le recrutement de la main-d'œuvre. L'écart entre les salaires dans les industries dites légères et les industries lourdes provoque d'ailleurs un constant mouvement de main-d'œuvre des premières vers les secondes. Dans les diverses branches, chaque entreprise s'efforce d'appâter les travailleurs d'autres établissements par la promesse de salaires plus élevés. Une loi a été promulguée en novembre 1952 pour mettre fin à ces migrations. Aujourd'hui, comme en Russie, les ouvriers sont attachés à l'entreprise comme le serf à la glèbe et seul l'Etat a le droit de procéder à des transferts de main-d'œuvre.

Selon les statistiques officielles, les travailleurs roumains participent dans une proportion de 60 à 90% à « l'émulation socialiste ». D'après d'autres statistiques, cette proportion serait de 52 % seulement. Quoi qu'il en soit, il est indéniable que, malgré « l'émulation socialiste », la productivité est encore nettement insuffisante. Les stakhanovistes, au nombre de 7000, ne constitueraient encore que 0,22% de l'effectif global des salariés. Les 65 000 « ouvriers de choc » ne représenteraient que 2,6 % de l'ensemble. On conviendra qu'après tous les efforts que le régime a multipliés pendant quatre ans pour corrompre et diviser les travailleurs, le résultat est singulièrement décevant. Le système du travail à la tâche, bien qu'introduit presque partout, soulève encore des résistances. Si l'on en croit les indications fournies par l'ancien président de l'Union syndicale, 76 % des ouvriers travaillent à l'accord dans la métallurgie, 74,8 % dans les industries légères et 62,4 % dans la construction. La tentative d'abaisser les salaires réels par le biais du système à la tâche s'est heurtée à une trop vive résistance pour qu'on puisse l'introduire partout. Au

printemps 1952, cette tentative a d'ailleurs provoqué des incidents dans les mines, l'industrie des métaux et les chemins de fer.

Les syndicats soviétisés et leurs tâches

Comme dans les autres démocraties populaires, les « syndicats » ont tout au plus pour mission d'assister la police d'Etat dans sa tâche. Avec les syndicats des pays libres ils n'ont plus de commun que le nom. Les syndicats roumains embrigadent aujourd'hui 2 200 000 travailleurs, ce qui revient à dire que 300 000 salariés seulement ne sont pas organisés. Quant on connaît les méthodes de recrutement en vigueur dans les pays de l'Est, on ne peut que s'étonner de l'importance relative de ce chiffre. Depuis le 2 février 1952, les syndicats sont devenus plus nettement encore des instruments de l'Etat, lequel leur a confié des tâches sans aucun rapport avec la défense des intérêts légitimes des travailleurs. Depuis le début de l'an dernier, les syndicats sont responsables de l'accroissement de la productivité; ils doivent s'employer à réduire (au détriment des salaires) les coûts de revient. Ces « syndicats » laissent parfaitement indifférente la grande masse des travailleurs. Seuls militent une poignée d'activistes, de techniciens, d'instructeurs et de privilégiés. C'est cette « élite » qui désigne les délégués et les organes dirigeants. Même dans les sections et les groupes, le simple travailleur du rang n'a plus rien à dire. Le syndicat est devenu pour lui une terre étrangère. Cependant, au cours de l'été dernier, lors de l'élection au bulletin secret des délégués des groupes d'entreprises, les travailleurs ont désigné une majorité d'hommes de confiance non-staliniens. Le gouvernement a alors exigé de nouvelles élections, mais à main levée cette fois. Inutile de dire qu'elles ont donné les résultats attendus.

Les assurances sociales au service de la dictature

Les assurances sociales, et tout particulièrement l'assurance-maladie, ont fait l'objet, en 1952, d'une « réforme » au détriment des travailleurs. Pour les travailleurs soignés à la maison, la gratuité des médicaments a été supprimée. Les médecins d'entreprises ont été enjoins de ne plus délivrer des bulletins de maladie pour les affections sans gravité. Pour diminuer autant que possible les fléchissements du rendement, une proportion importante des ouvriers malades sont hospitalisés dans des sanatoriums de nuit. Ils travaillent dans la journée et sont soignés pendant la nuit. Il s'agit en grande partie de travailleurs atteints de silicose, de tuberculose et autres « maladies sociales » dont le nombre s'est accru dans d'énormes proportions. Les mesures de prévention étant surtout théoriques, les ouvriers travaillent dans des conditions

qui rendent absolument normale la multiplication des accidents et des maladies. Les hôpitaux sont bondés; il n'est pas rare que deux malades doivent se contenter d'un seul et même lit. Les médecins et le personnel infirmier sont surmenés; les erreurs de diagnostic et de traitement sont à l'ordre du jour.

La situation est tout aussi intenable en ce qui concerne les retraites de vieillesse et les pensions. Les rentes ne permettent pas de vivre. Les vieillards de 70 ans et davantage sont contraints de chercher un emploi; c'est probablement la raison pour laquelle les rentes ont été fixées à un niveau aussi bas. Pour appâter les vieux, ceux qui acceptent d'être réintégrés dans le processus de production continuent de toucher intégralement leur maigre rente. Des pensionnés ont repris du travail même dans les mines et dans l'industrie lourde.

Les salaires sont bas, mais les prix exorbitants

A la suite du régime de « rémunération socialiste » et du rationnement qui subsiste pour l'alimentation et les objets d'habillement, les conditions d'existence des travailleurs roumains sont extrêmement précaires. En matière du rationnement, les critères ne sont pas les mêmes pour les diverses catégories sociales ou professionnelles. Les techniciens, les stakhanovistes sont favorisés par rapport aux autres travailleurs. Certains groupes n'ont pas droit aux cartes de rationnement, par exemple les ouvriers qui possèdent plus de 50 ares de terrain, les personnes qui ne travaillent pas, etc. Aujourd'hui, près de huit ans après la guerre, la carte de rationnement donne droit, par jour, à une ration de pain oscillant entre 350 et 550 g., à 50 g. de viande, 23 g. de sucre et 33 g. d'huile. Les autres denrées alimentaires sont « libres ». Mais les prix sont si exorbitants qu'ils sont proprement prohibitifs pour les travailleurs. Un œuf coûte 2,20 lei alors que l'ouvrier ne dispose généralement que de 12 lei par jour ouvrable (après déduction des impôts, des dons « volontaires », des cotisations obligatoires, etc.).

Le tableau ci-dessous donne une idée de l'effort que le travailleur roumain doit fournir pour se procurer les principaux aliments et objets de consommation; il montre aussi combien peu il peut obtenir:

| Article | Carte de rationnement | Magasin d'Etat | Marché libre |
|---------------------------------|-----------------------|----------------|--------------|
| 1 kg. de pain noir . . . | 40 min. | 1 h. 20 min. | 3 h. 15 min. |
| 1 kg. de pain blanc . . . | — | 3 » 15 » | 4 » 40 » |
| 1 kg. de viande de veau . . . | 3 h. 10 » | 5 » | — |
| 1 kg. de viande de porc . . . | 3 » 40 » | 5 » 40 » | — |
| 1 kg. de poisson | — | 4 » 10 » | — |
| 1 l. d'huile | 2 » | 7 » 20 » | — |
| 1 l. de lait | — | 45 » | — |
| 1 chemise d'homme | 2 jours | 2½ jours | |
| 1 paire de chaussures | 6½ jours | 12½ » | |

Il s'agit, pour la plupart de marchandises qui peuvent être obtenues sur présentation des cartes de rationnement ou dans les magasins d'État. Plusieurs denrées, la viande et le poisson notamment, ne peuvent pas être achetés aux prix officiels, mais seulement sur le marché libre (où les prix sont de quatre à cinq fois plus élevés). La carte de textile donne droit à deux chemises par an ou un vêtement tous les deux ans. La dernière dévaluation ayant réduit à presque rien le marché libre agricole, les fruits, les légumes, les pommes de terre manquent presque entièrement et ils ont atteints des prix pharamineux dans les centres industriels. Le gouvernement a tenté de remédier à cet état de chose en créant des « exploitations agricoles auxiliaires », mais dont les produits sont absorbés pour ainsi dire entièrement par les grandes entreprises industrielles. Malgré cela, les cantines ouvrières sont tout au plus en mesure de livrer un mauvais repas par jour à des prix oscillant entre 2 et 4 lei (ce qui représente le salaire de 1½ à 3 heures de travail). La crise alimentaire est devenue si grave vers la fin de l'an dernier qu'elle a provoqué un remaniement ministériel — mais sans grand résultat. On note parallèlement une pénurie endémique d'énergie électrique et de combustibles. Pour donner le change, le gouvernement a décrété que les attributions de combustibles, d'électricité et de gaz devraient être payées d'avance; il savait fort bien qu'une forte proportion des travailleurs étaient dans l'impossibilité de remplir cette exigence et que ce décret aurait pour effet... de réduire la demande. En bref, en Roumanie comme dans les autres pays satellites, les travailleurs font les frais d'une industrialisation conçue exclusivement en vue de la guerre.

Une grande figure syndicaliste: Margaret Bondfield

Par *Synsoc*

Il y a quelques semaines est décédée en Angleterre une des femmes les plus remarquables qu'ait connues le mouvement ouvrier international: Margaret Bondfield. Remarquable par ses qualités personnelles d'intelligence, de persévérance, de sincérité et de loyauté; remarquable, aussi, parce que l'œuvre de sa vie se confond avec l'ascension irrésistible du prolétariat anglais. Comme celle d'Arthur Henderson ou d'Ernest Bevin — pour ne parler que de ceux qui ne sont plus — sa carrière symbolise la longue et patiente évolution d'un pays qui a su faire sa révolution sociale tout en restant fidèle à la démocratie.